

Après les lycéens, c'est au tour des parents d'élèves de la wilaya d'Oran de s'inviter dans le conflit opposant les enseignants au ministère de l'Education nationale.

Des parents qui se sont exprimé, hier, indépendamment du canal officiel de leur fédération nationale, à travers un communiqué dans lequel ils soutiennent la levée de boucliers «légitime» des élèves. Fort de la «bénédiction» des parents, comme en témoigne le communiqué diffusé hier, les lycéens des classes terminales donnent aux pouvoirs publics «un délai de sept jours à compter d'aujourd'hui mardi» pour répondre favorablement à une série de revendications à même, selon eux de sauver leur année. Dans le cas contraire, menacent-ils, une méga marche regroupant les élèves de l'ensemble des établissements de la wilaya sera organisée, probablement mardi prochain, à partir d'un lieu non encore communiqué vers la direction de l'Education. Parmi les revendications formulées par les lycéens et reprises par le communiqué des parents d'élèves, le rétablissement des vacances de printemps et l'annulation du recours aux cours photocopiés ou sur CD. Les élèves et leurs parents exigent aussi et d'une même voix, du ministère de tutelle, qu'il consacre le mois de mai à la révision du programme et non aux cours en prévision de l'examen du baccalauréat tout en instaurant, et à titre exceptionnel pour cette année, une deuxième session de rattrapage pour l'épreuve de passage à l'enseignement supérieur.

Ces revendications s'ajoutent ainsi à celle déjà exprimée par les lycéens, dernièrement, exigeant l'annulation pure et simple des cours du troisième trimestre de l'épreuve du baccalauréat, vu le retard observé dans le programme et qui risque de s'accentuer encore davantage, comme le laisse présager la situation d'impasse actuelle. Comme l'atteste le communiqué, les parents d'élèves de la wilaya d'Oran ont décidé de faire front commun avec leurs enfants et d'une manière tout à fait indépendante, dans une démarche qu'on pourrait assimiler à une «fronde» faite au canal officiel de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves (FNAPE). Contacté hier par téléphone, le président de cette dernière, M. Dellalou est resté fidèle à sa vision privilégiant la sagesse : «notre souci est de préserver le droit de scolarisation de nos enfants et les prémunir contre le spectre de l'année blanche». M. Dellalou avait lancé le 23 février dernier, à partir d'Oran, un appel à l'ouverture d'un dialogue constructif entre les enseignants grévistes et leur ministère de tutelle dans un souci de préserver l'intérêt suprême des élèves.

Ceci dit, le président de la FNAPE reconnaîtra, néanmoins, la gravité de la situation qu'il a qualifiée de «chaotique», d'où la nécessité de tenir, a-t-il annoncé, une réunion, le 8 mars prochain à Alger, de la fédération, en présence des représentants des 48 wilayas. L'objectif de cette rencontre «extraordinaire» est «de trouver des solutions à même d'assurer à nos enfants leur droit à la scolarité et éviter tout spectre d'une année blanche qui pourrait avoir des effets incommensurables sur le fonctionnement de l'institution éducative», a-t-il dit.

Pour ce qui est de la menace de tenir une méga marche des lycéens à Oran pour la semaine prochain, M. Dellalou, dira que rien ne justifie une telle démarche qui pourrait s'avérer improductive, sans compter le risque de débordement qui pourrait en résulter si elle est infiltrée par des casseurs.